

## La voix de l'Opposition de gauche

La changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques.  
TSCG. (suite)

**11 août 2012**

**En famille. Ennemis, tout de suite les grands mots. Complices, partenaires, serait plus conforme à la réalité.**

Le salut viendra peut-être de ses ennemis. François Hollande devra compter sur le soutien de l'UMP pour faire ratifier le traité européen à l'Assemblée nationale et au Sénat. La droite sera très certainement ravie d'offrir son appui à François Hollande, histoire de le fâcher avec la gauche de la gauche et de rappeler qu'il n'a pas renégoié le traité rédigé du temps de Nicolas Sarkozy.

Beaucoup d'hamonistes continuent d'hésiter. Ne pas mettre dans l'embarras leur leader-ministre pourrait peser en faveur d'une abstention ou même d'un soutien.

Les écologistes aussi sont désorganisés. Les députés européens Daniel Cohn-Bendit, Yannick Jadot et José Bové militent ardemment pour la ratification du traité.

Un peu plus à gauche, la position est ferme. Le Front de gauche, par la voix de son leader Jean-Luc Mélenchon, a clairement fait savoir que seul un référendum sur le traité serait accepté. Même combat pour les communistes ; autant dire que la gauche radicale votera contre. (lexpress.fr et AFP 10.08)

Le Conseil constitutionnel a justifié sa décision en expliquant que finalement les clauses contenus dans le TSCG figuraient déjà dans le traité de Maastricht déjà adopté (1992), et que les modifications apportées à celui-ci, dont l'abaissement de 3 à 0,5% la limite tolérée des déficits publics du PIB, ne constituaient pas des éléments nécessitant une modification de la Constitution. On pourrait en déduire que l'austérité date (au moins) officiellement de cette date-là, 1992, soit 20 ans déjà.

Question : Dès lors pourquoi les partis ouvriers et les syndicats ont-ils continué d'avoir des relations avec l'Etat comme si de rien n'était, au lieu de rompre avec les institutions de la Ve République ? Où est passée l'indépendance du mouvement ouvrier ? Elle a été constamment bradée, tout comme nos acquis ou droits avec leurs complicités.

Combattre Maastricht ou le TSCG, combattre leurs conséquences nuisibles ou dramatiques pour les travailleurs sans remettre en cause ses rapports avec l'Etat et les dirigeants corrompus des syndicats, c'est comme lutter avec une main attachée dans le dos, au mieux cela confine à l'impuissance, au pire, c'est une trahison des intérêts des travailleurs.

En s'adressant à Hollande et aux députés dont le parti (PS) est lié au capital et au régime, que font-ils d'autre que de s'en remettre à notre bourreau ?

Au lieu de faire le lien entre la situation sociale dans laquelle se trouvent les travailleurs, les difficultés qu'ils rencontrent dans la vie quotidienne avec la politique d'austérité menée par le

gouvernement (et les précédents) qui profite aux nantis, dont le TSCG n'est que le prolongement constitutionnel, pour les aider à comprendre le fonctionnement du capitalisme et des institutions pour qu'ils s'en détachent et les combattent dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'une République sociale et démocratique ou socialiste, ils légitiment les institutions en demandant aux travailleurs de s'adresser aux députés ou sénateurs qui tirent leur légitimité de la Constitution antidémocratique de la Ve République, tout comme le traité de Maastricht et le TSCG qu'ils sont censés combattre.

### **Après une "renégociation impossible, un référendum pour un bon traité : c'est non !**

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a de nouveau demandé "*solennellement*" au président François Hollande "*de consulter les Français par référendum*" sur le traité européen, après le feu vert du Conseil Constitutionnel à l'adoption du texte sans révision constitutionnelle.

La décision du Conseil "*ne change rien au problème de fond démocratique posé par cette ratification. Je demande une nouvelle fois solennellement à François Hollande de consulter les Français par référendum sur cette question fondamentale pour l'avenir du pays*", écrit-il vendredi dans un communiqué.

D'une part, argumente-t-il, parce que "*la renégociation du pacte à laquelle il s'était engagé n'a pas été obtenue*".

D'autre part, parce que "*ce pacte prévoit un objectif de réduction de dépenses publiques plus drastique encore que Maastricht et la RGPP (révision générale des politiques publique, ndlr) réunis*".

Pierre Laurent "*appelle toutes les forces disponibles à gauche, dans le monde syndical et associatif à se rassembler et à agir en commun pour refuser la ratification parlementaire envisagé par le gouvernement pour la fin septembre*". (AFP 10.08)

Il faudrait savoir : soit ce traité est scélérat et une fois pour toute il ne doit pas être ratifié, on combat pour son rejet, soit on s'en remet à un référendum pour en décider, tout en sachant que les travailleurs n'en comprendront pas forcément les tenants et les aboutissants ou l'interpréteront en fonction de leur propre situation, ce qui pourrait fausser leur jugement, d'autant plus qu'un certain nombre d'entre eux pourraient être influencés négativement par le matraquage de la propagande officielle relayée par les médias.

Combattre pour le rejet du TSCG et pour un référendum est contradictoire et relève du double langage. Pourquoi ?

Dans la mesure où l'on combat pour son rejet, on ne laisse place à aucun doute, aucune alternative possible, on a décidé une fois pour toute après lecture et réflexion que ses aspects négatifs l'emportaient sur ses éventuels ou hypothétiques avantages, alors que dans le cas d'un référendum on admet qu'il pourrait tout de même être adopté au nom de je ne sais quel intérêt général supposé ou virtuel qu'une majorité ignorante ou mal informée y aurait trouvé.

Demander un référendum, c'est aussi admettre implicitement que des technocrates de l'UE ou du FMI liés à l'oligarchie financière pourraient être amenés par on ne sait quel miracle à rédiger autre chose qu'un traité qui serait contraire aux intérêts des travailleurs. Dans le cas d'un référendum annoncé les choses se présentent autrement, on a le choix entre y participer ou le boycotter en fonction d'un certain nombre de critères qui auront fait l'objet au préalable d'une analyse sérieuse...